



Zoom sur

Infos

Du 08-02-2016 au 14-02-2016

Presse francophone

sources

infos



10-02-2016

Jalila Hafsia dit tout dans « La ligne d'espérance », un livre émouvant et engagé

C'est un livre d'entretiens avec Jalila Hafsia réalisé par Neila Jrad, militante féministe de la première heure, qui vient apporter un éclairage nouveau sur le parcours d'une femme de lettres posant son regard sur six décennies tunisiennes.

Parlant aussi bien de la génération de l'indépendance en 1956 que des intellectuels tunisiens, Jalila Hafsia, tout en racontant le parcours d'une vie, retrace des pages d'histoire peu connues, se confesse à Neila Jrad qui a recueilli ses propos à Tunis.

Un dialogue passionnant entre celle qui a été à l'origine de trois centres culturels réputés (Aziza Othmana, Tahar Haddad, Sophonisbe) et la militante de gauche et auteure de « La mémoire de l'oubli », un ouvrage de référence sur les luttes féministes des années 80.

A découvrir « La ligne d'espérance », nouvel opus de Neila Jrad avec la complicité de Jalila Hafsia !



10-02-2016

Un enfant un espoir crée le 1er centre en Afrique du Nord pour les phénylcétonuriques et appelle au dépistage précoce de la maladie

La phénylcétonurie est une maladie orpheline qui, dépistée dès la naissance permet à l'enfant, porteur du gène défectueux responsable de la PAH, de vivre avec un développement cérébral normal.

Mais en Tunisie, ce dépistage ne s'effectue pas à la naissance ce qui entraîne des répercussions sur la santé mentale des individus atteints de la maladie. En effet,

quand elle n'est pas détectée et traitée dès la naissance, la phénylcétonurie, touche principalement le cerveau et le système nerveux (troubles neurologiques).

Vers l'âge de 3 ou 4 mois, l'enfant peut avoir des troubles du comportement qui se manifestent par une hyperactivité, une agressivité et des difficultés pour interagir avec son entourage et son environnement ; ces troubles ressemblent parfois à ceux de l'autisme *.

Le traitement consiste en un régime particulier (pauvre en phénylalanine) qui commence dès les premiers jours de naissance.

L'association 'Un enfant un espoir' s'occupe des enfants atteints de phénylcétonurie qui n'ont pu être diagnostiqués à temps pour éviter la maladie. A cet effet, l'association a créé le premier centre en Afrique du Nord (financé par les dons) où les familles sont accueillies et hébergées, surtout quand elles viennent de loin pour des consultations médicales. La semaine dernière un atelier a été organisé dans le centre où les mères de familles ont pu découvrir des recettes pauvres en phénylalanine et où un gâteau a été préparé pour fêter l'anniversaire de deux des enfants malades.

Outre son activité pour encadrer et prendre en charge enfants et familles, l'association se bat pour que le dépistage à la naissance de la phénylcétonurie devienne systématique.

Amira Gharzouni et Dr Marie Françoise Ben Dridi ont toutes les deux lancé un appel aux autorités de tutelle pour qu'elles agissent dans ce sens.



10-02-2016

Disparitions forcées : Un dossier ô combien douloureux

La fédération

euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées (FEMED) a tenu hier une conférence de presse au siège de l'Organisation marocaine des droits humains (OMDH) à Rabat.

Cette conférence a pour but d'informer les médias nationaux des développements du dossier des disparitions forcées au Maroc, et également des résultats de la

mission qu'elle effectue une délégation de la FEMED au Maroc.

Rachid Manouzi, vice-président de la FEMED, a affirmé qu'une délégation de la fédération, créée en 2007 et composée de 26 associations de 12 pays méditerranéens dont le Maroc, ont rencontré des responsables du Conseil national des droits de l'Homme pour aborder ce sujet.

Manouzi a souligné que les investigations menées par le CNDH ont abouti à des résultats et que le CNDH les communiquera aux familles des disparus dans les prochains jours.

Par ailleurs, Rachid Manouzi a reconnu que les rencontres avec des responsables du ministère de la Justice et des Libertés et la Délégation interministérielle aux droits de l'Homme n'ont pas été fructueuses vu que ces responsables sont des technocrates et que le dossier des disparitions forcées est un sujet foncièrement politique nécessitant des réponses de même nature.

Le vice-président de la FEMED a exhorté les responsables en charge de ce dossier à faire preuve de courage dans le traitement de ce sujet d'autant plus que S.M le Roi Mohammed VI avait lancé un message fort clair dans une lettre adressée en octobre de l'année dernière à l'occasion du 50ème anniversaire de la disparition du martyr Mehdi Ben Barka. « Les pays se construisent sur le socle de leur histoire, avec son actif et son passif. Et un peuple sans histoire est un peuple sans identité, qui n'a pas d'avenir. Aussi, il faut tirer les enseignements de l'affaire Ben Barka et s'en servir dans l'intérêt de la Nation, pour nous aider à construire et non à détruire», avait souligné la lettre royale.

«Cette lettre est un message clair du Souverain pour que les responsables en charge du dossier des disparitions forcées aient plus de courage pour régler tous les dossiers qui restent en suspens et partant clore ce dossier une fois pour toutes», a souligné Rachid Manouzi.

Il convient de rappeler que l'Instance équité et réconciliation (IER) avait annoncé dans un rapport final qu'elle a élucidé plus de 700 cas de disparitions forcées.

«Mais, à ce jour, les précisions demandées par les familles (liste, date, lieu et circonstances de la disparition) n'ont pas été dévoilées. Les promesses d'analyses ADN n'ont pas été honorées. Au contraire, les tombes de certains disparus, qui ne portent que des codes illisibles en peinture délavée, sont laissées à l'abandon. Le cas le plus flagrant est celui des lieux d'inhumation de Tazmamart

et d'Agdz», a assuré le rapport du Comité de coordination des familles des disparus des victimes de la disparition forcée au Maroc (CCFDM) présenté au début de cette conférence de presse et qui sera remis au Groupe de travail onusien sur les disparitions forcées ou involontaires. Le même document révèle que le doute persite chez les familles, car «la méthodologie employée laisse place à beaucoup de questions et de lacunes : si les cas de décès ont été avérés sûrs, quel sort a-t-on réservé aux dépouilles et aux tombes? Il ne suffit pas de déclarer qu'une personne disparue est décédée pour que la famille soit fixée sur son sort. De même, il ne suffit pas d'avancer des hypothèses telles que de fortes présomptions de décès sans éléments probants, pour dire que le dossier est clos». Et de conclure: «Dans ces conditions, le doute est légitime. Parler aujourd'hui de 66 cas dont 9 ou 7 non élucidés n'a aucun sens et ne peut rétablir la confiance dans un processus vicié. Les familles des victimes de la disparition forcée ne peuvent cautionner l'inacceptable ».

De son côté, l'Algérienne Nassira Dutour, présidente de la FEMED, a présenté quelques informations sur la création et le travail effectué par cette ONG et également sur le séminaire de formation qu'elle a organisé à Rabat sous le thème «La collecte d'informations dans la recherche et l'identification des personnes disparues» avec l'équipe argentine d'anthropologie médico-légale». Ce séminaire avait pour objectif, selon elle, de présenter les techniques scientifiques utilisées de nos jours pour exhumer, reconstituer et identifier les corps.



09-02-2016

L'Etat de New York renonce aux « thérapies de conversion », censées modifier l'orientation sexuelle des homosexuels

Ce samedi 6 février, le gouverneur de l'État de New York a annoncé des étapes concrètes vers le bannissement des « *thérapies de conversion* », soutenues par des organisations conservatrices et des médecins religieux, qui prétendent faussement « soigner » les homosexuels, pour les remettre dans « le droit chemin ».

« Nous ne laisserons pas les égarés et les intolérants punir les jeunes LGBT d'être simplement qui ils sont », a déclaré dans un communiqué *Andrew Cuomo*,

membre du *Parti démocrate*, qui annonce également que ces mesures incluent l'interdiction faite aux assureurs de rembourser les frais de telles « *thérapies odieuses et fondamentalement erronées* » pratiquées sur de jeunes gens. En outre, aucune structure de santé soutenue par l'État ne sera plus autorisée à proposer des programmes de ce type.

Ces pratiques dangereuses sont depuis longtemps dans le collimateur de l'Association américaine de psychiatrie, qui dénonce un outil pour « *renforcer les stéréotypes nuisibles sur le genre* ». Des mesures similaires ont déjà été adoptées dans le New Jersey et à [Washington DC](#), tout proches, en Illinois mais aussi sur la côte Ouest, en Californie et en Oregon, rappelle le journal [Marianne](#).

Puisqu'il faut manifestement encore le dire, « *être lesbienne, gay, bisexuel ou transgenre n'est ni une maladie, ni un dérèglement, une déficience ou un quelconque défaut* », a rappelé à [Buzzfeed](#) le docteur Warren Seigel, membre de l'*Académie de pédiatrie* de l'État de New York. Mais d'autres voix s'élèvent encore pour réclamer le maintien de ces pratiques, comme celle de *Jason McGuire*, directeur exécutif des *New-Yorkais pour les libertés constitutionnelles*, cité par le [New York Daily News](#) : « *Nous avons soutenu, et continuerons à le faire, les droits des personnes involontairement attirées par une personne de même sexe à bénéficier des conseils qu'ils souhaitent.* »

Le 15 octobre 2015, un rapport du Département de la Santé et des services sociaux américains concluait à la nécessité de fermer ces centres dans tout le pays. Les recommandations de l'OMS vont dans le même sens, car le fléau des « *thérapies de conversion* » est mondial.

femmes
de Tunisie

09-02-2016

Les femmes militaires, fierté de l'armée tunisienne

La femme tunisienne a investi tous les domaines et travaille dans pratiquement tous les corps de métier. Femmes magistrats, chefs d'entreprise, pilotes, avocates, politiciennes...les Tunisiennes allient à merveille leur rôle de mère, d'épouse et d'élément actif de la société tout

comme ces femmes militaires qui font la fierté de notre armée. Pilotes de chasse, officière de la marine, gardes de l'armée de terre...ces femmes dont l'amour de la patrie coule dans les veines, ont choisi de défendre leur pays corps et âme n'en déplaise à certains.



12-02-2016

Statut des femmes en Arabie : recommande un ministre

L'amélioration du statut des femmes, soumises à de nombreuses restrictions en Arabie saoudite, est une question de «temps» et de «patience», a déclaré vendredi le ministre saoudien des Affaires étrangères Adel al-Jubeir.

«Des questions comme (le droit) de conduire pour les femmes ne sont pas des questions religieuses, mais de société», a-t-il estimé à la Conférence sur la Sécurité de Munich (sud de l'Allemagne).

Les États-Unis, une «des grandes démocraties dans le monde», ont mis 100 ans à accorder le droit de vote aux femmes après l'indépendance puis 100 ans à élire une femme à la tête de la Chambre des représentants, a-t-il rappelé en notant bien connaître ce pays où il a beaucoup séjourné.

«Je ne dis pas “donnez-nous 100 ans”. Je dis d'être patient. Concernant les changements sociétaux, les gens ont tendance à regarder où ils en sont et à penser que tout le monde devrait être à ce niveau», a poursuivi le ministre saoudien.

«Nous espérons que dans le monde moderne, avec la technologie et les communications, ce processus va s'accélérer, mais tout cela prend du temps. Nous ne pouvons pas bousculer les choses», a souligné Adel al-Jubeir.



14-02-2016

Racisme au quotidien: 15 remarques insupportables qui reviennent le plus souvent

Depuis la mise en ligne de la plateforme numérique [#RacismeOrdinaire](#) le 6 février 2013, France Télévisions a reçu plus de 600 témoignages. Des femmes et des hommes, de tous âges et horizons, racontent ces mots qui font mal, ces

humiliations quotidiennes, ces gestes ou plaisanteries en apparence banals qui deviennent insupportables. Au-delà de la singularité de ces récits, à leur lecture, au fil des jours, nous avons constaté de multiples récurrences. La mise en lumière de ces points de convergences dessine une radiographie du racisme ordinaire en France. À l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars), la publication de certains extraits, bruts et anonymes, rappelle l'urgence et la nécessité de ce combat.

L'assignation à un ailleurs

"Quand je révèle mon lieu de naissance, on me répond par un déni 'non, mais avant?' Avant quoi ? Et me voilà embarquée dans un interrogatoire policier sur mon arbre généalogique. On peut être française ET de couleur."

"On m'offre gentiment une boîte de thé. 'Tiens, c'est du Thé des Sables. Ça te rappellera ton désert natal' (nb : je suis née dans le Loir-et-Cher)"

"Hier midi, un collègue me demande dans le but non dissimulé d'animer la galerie au moment de notre déjeuner collectif: 'et tu n'y as jamais pensé, toi, à retourner chez toi?... sur ta Terre Sainte.'"

Le mépris et une supposée incompetence

"Jeune externe en dernière année de médecine à l'hôpital Tenon, d'origine maghrébine, je prenais ma pause-café. J'avais oublié d'agrafer mon badge orange sur lequel était inscrit mon nom et mon statut mais le stéthoscope était en évidence dans la poche droite de ma blouse. Une cadre infirmière m'interpelle et me tend le balai: 'Il ne faut pas oublier de nettoyer la salle n°2.'"

"J'enseigne le français et la culture générale auprès de post-BAC. Lors d'un conseil de classe, une élève, devant mes collègues et ma directrice : 'Je ne comprends pas comment je peux faire confiance à une structure qui emploie une chinoise pour m'enseigner ma langue et ma culture.' En 2014, être Français c'est forcément être de type occidental ?!"

"Être employée dans une grande compagnie aérienne et entendre un responsable me dire gentiment suite à une petite erreur : "Tu n'es pas noire pour rien "... Avec

un grand sourire !"

"Une femme rom travaillant dans une université en France ne peut être qu'agent d'entretien polyvalent... Professeur chercheur dans une université française, je suis également (et d'abord) d'ethnie romani (rom kali)."

Le rejet et la méfiance

"Etudiante, je cherchais un logement près de la fac. Un jour je tombe sur une annonce intéressante. J'appelle l'agence, laisse mon nom... à consonance française. La dame, charmante, me donne rendez-vous. Quand elle me voit, elle me soutient que nous n'avons pas rendez-vous, que nous ne nous sommes jamais parlé. Devant mon insistance, elle consent à me faire visiter l'appartement. Je lui dis qu'il m'intéresse. Elle me demande mes références. Je lui tends mon dossier. Quand elle voit la profession de mon père : administrateur de société, elle éclate d'un rire incrédule et méprisant. Je me suis sentie profondément humiliée."

"À la laverie en bas de chez moi. On est 4 mecs. 3 flics entrent. - Bonjour, contrôle des papiers. Les 3 autres s'exécutent, chaque flic en ont "choisi" un. Ils vérifient les documents. Aucun problème. Les flics s'apprêtent à partir. - Et moi vous ne regardez pas mes papiers ? - Bah non vous, on sait que vous êtes en règle. Au revoir. Inutile de préciser que j'étais le seul blanc."

"A la piscine, un maître-nageur à mon fils, 8 ans, qui l'avait aspergé involontairement et qui s'en excusait : 'T'es pas un arabe pour rien, toi!'"

"Le mois dernier, mon conjoint va laver notre voiture, un lundi pendant ses congés. Il est originaire du Kosovo et a gardé un accent. Un homme qui lave également sa voiture lui demande un renseignement, mon conjoint lui répond gentiment. Puis, avant de partir, l'homme en regardant notre voiture (berline allemande) rétorque à mon conjoint: 'Ça paye bien le pôle emploi !'. Sous prétexte qu'il a un accent étranger il est forcément chômeur, dealeur, voleur. Nous travaillons tous les deux 39h par semaine."

L'ignorance, la bêtise ordinaire et l'essentialisation

"Nous étions au buffet d'une conférence lorsqu'une personne dans le groupe où

j'étais m'interpelle pour me dire "Ah vous êtes sénégalais ? Je reviens tout juste d'Abidjan, très belle ville!". Le moment de silence après lui avoir répondu 'Et vous, vous êtes français n'est-ce pas ? Et bien je reviens tout juste d'Amsterdam, une très belle ville également !"

"D'habitude les gens me demandent mes origines en précisant que j'ai un léger accent charmant. Presque chaque fois que je réponds 'je suis roumaine' je vois leur sourire se transformer en une sorte de déception indignée."

"Une ancienne collègue, un matin, me dit : "Ma chérie, tu es magnifique! Tu es belle, tu as les traits fins pour une noire, c'est pas comme les AUTRES!"

"On était à une soirée avec des amis et un (ex) pote me dit : Tu sais j'aime pas les arabes mais toi je t'aime bien !"



12-02-2016

Chasse à l'homme pour les homosexuels en Tunisie

La transition démocratique n'a pas profité aux homosexuels en Tunisie, toujours pourchassés par la police, sous le coup d'une loi datant de la période coloniale, rejetés par leurs familles et même leurs écoles. Notre correspondante à Tunis Olfa Belhassine a rencontré un de ses proscrits Ahmed, 19 ans. Il raconte sa vie faite de répression et de vexations.

Même lorsqu'il rit, il garde les réflexes en alerte et le regard effrayé des gens traqués. Depuis qu'il s'est affiché dans le cadre des activités publiques de l'Association [Shams](#) (Soleil), qui lutte pour la défense de la cause LGBT en Tunisie, son vice-président Ahmed Ben Amor, 19 ans, a tout perdu. Sa famille, sa maison natale située à Mahdia, sur la zone côtière, ses ressources, ses études, pourtant brillantes et prometteuses, sa sécurité physique et morale, sa liberté de marcher dans la ville... Aujourd'hui, des amis, à tour de rôle, l'hébergent à Tunis. Des amis pour qui il a peur, car les menaces de mort inondent son portable et se poursuivent dans la rue, à chacun de ses déplacements. Alors se conformant à des mesures de sécurité que lui conseillent ses copains, il essaye de changer régulièrement d'abri. Pour le jeune homme, le pays est devenu « une prison à ciel ouvert ». D'autant plus que sa « police, sensée protéger tous les citoyens dont la

vie est en péril, livre à la vindicte populaire les membres de la communauté LGBT, qu'elle considère, en s'appuyant sur une législation pénalisant les pratiques homosexuelles, comme des Tunisiens de seconde zone, quant elle ne les humilie pas, ne les agresse pas, y compris sexuellement », témoigne-t-il.

En effet, en Tunisie [l'article 230 du code pénal](#), qui date de l'époque coloniale, rend toujours passible de trois ans d'emprisonnement les personnes « pratiquant la sodomie et le lesbianisme ».

Un adolescent passionné de musique et d'écriture

Pourtant, au départ, la vie d'Ahmed était bien celle d'un enfant tranquille, quasi prodige, aimé et choyé par des parents, tous deux professeurs. Le père, particulièrement religieux, était également imam à la mosquée du quartier. Ahmed B.A tout en découvrant ses penchants sexuels à l'âge de 15 ans, réussit avec succès le concours de l'Ecole pilote, l'école des cracks, qui prépare l'élite tunisienne de demain, et part poursuivre ses études au lycée d'une ville voisine. A 17 ans, l'adolescent, passionné de musique, d'écriture et de lecture, commence à tenir, sous un faux profil, un blog où il exprime ses idées, ses rêves, raconte des bribes de son quotidien, relaie des citations de ses lectures. Il reçoit des milliers de réactions et se rend compte de l'étendue de cette communauté de l'ombre, la communauté LGBT : le projet de créer une association pour défendre le droit d'existence des minorités sexuelles commence à germer au sein d'un petit cercle dont il est l'un des principaux animateurs. Il s'épanouit, la vie lui sourit, Ahmed est même... amoureux.

Tout bascule lorsqu'il y a une année de retour chez lui pour les vacances, sa sœur, toujours pleine de suspicions à son égard, découvre une vidéo intime dans son ordinateur. Les parents sont alertés.

La violence du père se déchaîne

« Interrogé par mon père, je n'ai pas nié mon homosexualité. Je voulais en finir avec les cachotteries et assumer pleinement mon identité sexuelle. Sa réaction me surprend par son inouïe violence. Il me suspend pendant un jour et demi au plafond et se relaie avec mes deux oncles pour lacérer mon corps avec une

ceinture, puis à bout de force, il enfonce un couteau dans ma jambe. Ma mère et ma sœur n'interviennent pas, d'ailleurs ma survie je la dois aux voisins qui, ameutés par mes cris, viennent à mon secours et me transportent à l'hôpital », se souvient le jeune homme.

Bien qu'admis au service de réanimation, Ahmed n'a qu'une idée en tête : échapper à la peine capitale décrétée par sa propre famille. Il quitte l'hôpital en catastrophe, le pantalon déchiré, le visage ensanglanté et se réfugie chez des amis à Tunis.

" Mon père m'ayant coupé tous les vivres, j'ai travaillé le long de l'été 2015 pour assurer mes dépenses au cours de l'année scolaire à venir. J'étais intimement convaincu que mon seul espoir résidait dans mes études, elles incarnaient ma délivrance et mon rêve d'autonomie et d'indépendance », confie Ahmed Ben Amor.

Entre temps, l'Association Shams voit le jour en mai 2015. Elle n'hésite pas à afficher ouvertement ses couleurs. Dans un pays mû par un conservatisme profond sous des dehors de modernité, l'organisation qui annonce dans ses statuts vouloir défendre les minorités sexuelles sème la polémique dans les médias et sur les réseaux sociaux. Ahmed s'engage corps et âme dans le combat, il réclame avec ses amis la révision de l'article 230 à la lumière des dispositions de la nouvelle Constitution, qui fait de l'Etat le "garant de la protection de la vie privée des citoyens".

Exclu du lycée pour « perversion sexuelle »

La campagne de soutien au jeune Marwen, un étudiant de 22 ans condamné à la fin du mois de septembre dernier à un an de prison ferme pour homosexualité après avoir été soumis de force à subir le test anal (censé « prouver » les pratiques homosexuelles), est l'occasion pour l'association Shams de réactiver le projet de la dépénalisation de l'homosexualité et de dénoncer le « test de la honte ». Dans les médias, Ahmed se fait le porte parole de l'affaire Marwen. De retour, à l'Ecole pilote, il est insulté et expulsé de la salle de classe par son professeur de maths et ensuite exclu définitivement du lycée pour cause de

« perversion sexuelle ». Aucun autre établissement, ni public, ni privé, n'accepte d'intégrer cet élève brillant, intelligent, à qui il ne restait que quelques mois pour décrocher son bac, probablement avec mention.

« Moi qui me préparais à devenir avocat, j'ai tout perdu. Je ne risque plus rien aujourd'hui. Et même si j'étais assassiné, il y a eu bien 15 crimes homophobes entre 2011 et 2015, ma mort servirait peut-être à quelque chose... Ma vie n'a de sens que dans mon engagement associatif. », confie le jeune garçon de 19 ans.

Mais voilà que le chargé du contentieux de l'Etat envoie le 4 janvier dernier à Shams une ordonnance sur requête décidant la suspension de ses activités pour 30 jours. Une première étape, selon les juristes, pour mettre fin aux activités de l'association.

Menaces sur l'association LGBT

Un mois auparavant, Abdellatif Mekki, élu du mouvement Ennahdha, le parti islamiste membre de la coalition gouvernementale, estimait que l'association était "dangereuse" pour la "paix sociale".

"Le secrétaire général du gouvernement Ahmed Zarrouk a déclaré que l'association n'avait aucune existence légale. Or vouloir la suspendre n'incarne-t-il pas la meilleure preuve de sa reconnaissance ? L'association n'a rien à se reprocher, elle est en conformité totale avec le décret-loi de septembre 2011 relatif aux associations et en accord avec la Constitution qui consacre les libertés individuelles et le respect de la vie privée », réplique Ahmed.

Depuis le 21 janvier, le prononcé du jugement a été reporté à cinq reprises. D'un renvoi à l'autre, le gouvernement, qui subit la pression de plusieurs ONG internationales, dont Amnesty International et Human Rights Watch, pour renoncer à l'interdiction de l'association Shams, ne sait plus quels arguments inventer pour satisfaire une opinion publique majoritairement opposée aux droits de la communauté LGBT.

Le 14 janvier dernier, le jour où les Tunisiens célèbrent leur révolution, qui a entraîné il y a cinq ans la chute d'un régime dictatorial et la mise en place d'une

série de libertés politiques, Ahmed Ben Amor est sorti manifester sur l'avenue Bourguiba, l'artère principale de la ville de Tunis. Là où tous les souvenirs de liberté recouvrée convergent.

« C'était pour marquer le coup et rappeler que la communauté LGBT a participé elle aussi à la révolution : elle mérite par conséquent sa part de liberté et de dignité », souligne le vice-président de Shams.

La date de la prochaine audience vient d'être fixée pour le 16 février prochain.



11-02-2016

Tunisie : Participez à une collecte de livres au profit des prisonniers tunisiens

Participez à l'alimentation des bibliothèques de prisons tunisiennes! C'est l'initiative proposée par Lina Ben Mhenni et Sadok Ben Mhenni qui annoncent le lancement d'une action visant à collecter des livres et divers ouvrages destinés à créer ou à enrichir des bibliothèques. De part le manque d'activités dans les prisons, ces ouvrages constituent une véritable source d'évasion pour les personnes incarcérées.

Les livres et ouvrages collectés seront remis au Bureau de Tunis de l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT) qui se chargera par la suite de les acheminer jusqu'aux bibliothèques des prisons dans le cadre du partenariat qui le lie à la Direction Générale des Prisons et de la Réhabilitation (DGPR).

Tous les livres et ouvrages quel que soit leur thème et quelle que soit la langue dans laquelle ils sont rédigés sont les bienvenus et indépendamment de la date et du lieu d'édition.

Lina et Sadok Ben Mhenni ainsi que l'OMCT s'engagent à publier périodiquement la liste des livres et ouvrages collectés et à acheminer tout livre ou ouvrage non accepté par la DGPR à d'autres institutions (bibliothèques publiques, clubs ,écoles et lycées...).

Pour offrir des livres et des ouvrages, prière contacter :

– Lina Ben Mhenni : 53 21 42 45

- Sadok Ben Mhenni : 22 553 449
- OMCT, Nihel :71 322 561

Si vous souhaitez déposer les livres directement au bureau de l'OMCT rendez-vous à l'adresse suivante: 2, Avenue de France, Immeuble Le National, 2 ème étage (Apt. 325) Tunis Bab Bhar 1000

Dans une précédente action, l'OMCT en accord avec le comité organisationnel des Journées cinématographiques de Carthage édition 2015, ont organisé une série de projections de films dans les prisons tunisiennes. Une initiative qui a permis de faire sortir les prisonniers de leur quotidien monotone et échanger avec les concepteurs des films.

Maroc : une magistrate sanctionnée pour ses posts sur Facebook

BLADI.NET

13-02-2016

La décision est tombée jeudi. Une magistrate marocaine a été exclue 6 mois de ses fonctions pour ses écrits sur Facebook. Pendant toute la durée de la sanction, Amal Hammani, ne touchera pas son salaire.

Substitut du procureur du Roi auprès du Tribunal de première instance de Salé, Amal Hammani a été sanctionnée pour avoir donné son avis sur deux projets de lois relatifs au Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire et le statut des magistrats.

Elle avait écrit : « Les tribunaux sont nos terrains de jeux, la loi est notre domaine de prédilection. Nous en connaissons les secrets et nous en maîtrisons l'interprétation (...) Quoi qu'il puisse se produire, nous aurons le dernier mot. »

S'adressant cette fois-ci aux parlementaires, elle ajoute : « Nous trouverons le moyen de retourner contre eux leur propre ruses, et de leur faire regretter le jour où leurs mains se sont portées sur cette loi. »

Quelques jours après ces propos, Amal Hammani avait été convoquée par l'Inspection générale du ministère de la justice après une enquête ouverte par le ministre de la Justice, [Mustapha Ramid](#).

En plus cette exclusion de 6 mois, la magistrate fait aussi l'objet d'une mutation d'office.

مقالات باللغة العربية

المصدر

المقال



09-02-2016

الأمم المتحدة تطرح طوابع بريد للتوعية بحقوق المثليين جنسيا

أصدرت إدارة بريد الأمم المتحدة مجموعة طوابع خاصة للترويج لحملة "الحرية والمساواة"، وهي حملة عالمية ينظمها مكتب حقوق الإنسان للتوعية بحقوق المثليين جنسيا ومزدوجي الميل (LGBT) الجنسي ومغايري الهوية الجنسية.

وتحتفي مجموعة الطوابع الجديدة بالتنوع والاختلاف في مجتمعات المثليين جنسيا. كما تعد هذه هي المرة الأولى التي تطلق فيها إدارة بريد الأمم المتحدة طوابع بهذا الشأن.

وقام بتصميم الطوابع الفنان سيرخيو بارادات الكوبي الأصل، مستوحيا التصميمات من الأرت ديكو، وهي موجة تصميم راجت في عشرينيات وثلاثينيات القرن الماضي.

وعن الغرض من العمل، قال بارادات في حوار مع إذاعة الأمم المتحدة

الهدف من ذلك هو رفع الوعي ضد الخوف العالمي من المثلية الجنسية والعنف ضد المثليين، " وأنا استخدم الفن لتحقيق ذلك

وبالرغم من تبني بعض دول العالم قوانين تساوي في المعاملة بين المثليين وأقرانهم من غير المثليين، إلا أن معاناة المثليين في جميع أنحاء العالم لا زالت أمرا شائعا كما ذكر بارادات

نحن نعيش في عالم تبنت بعض الدول فيه، حتى النامية منها، حق المثليين في الزواج، إلا أن " الطريق أمامنا يظل طويلا جدا. مازالت هناك العديد من الصعوبات. ولكننا نقوم بخطوات فعالة. فهناك بعض الدول في الوقت الراهن حيث نحتفل بحقوقنا أو نحظى بالاحترام، وهناك أيضا دول نتعرض فيها للضرب والقتل. أعتقد أن استخدام الفن والطوابع البريدية فرصة رائعة لتغيير "القلوب والعقول".

الطوابع الستة ستكون متاحة بثلاث لغات وهي؛ الإنجليزية والفرنسية والألمانية، بمعدل طابعين لكل لغة.



09-02-2016

مراسلون بلا حدود" واليونسكو تطلقان نسخة جديدة من دليل السلامة " للصحفيين

بمناسبة عقد مؤتمر "منظمات جديدة تناصر سلامة الإعلاميين" في 5 فبراير 2016، في مقر اليونسكو بباريس، تطلق منظمة "مراسلون بلا حدود" واليونسكو بصفة رسمية أحدث نسخة لـ "دليل السلامة للصحفيين: كتيب للمراسلين في البيئات العالية الخطورة".

يعرض هذا الدليل، الذي يحوي 130 صفحة، معلومات أساسية وإرشادات عملية للصحفيين من أجل مساعدتهم قبل وأثناء وبعد تأدية مهامهم في المناطق التي تسودها المخاطر. وتأتي هذه الطبعة في سياق من تزايد التهديدات التي يتعرض لها الإعلاميون، علماً بأن أكثر من 700 صحفي قُتلوا خلال العقد الماضي كانوا يقومون بتوفير الأنباء. وفي 2015، قُتل أكثر من 105 صحفيين بينما تعرض الكثير منهم للتهديدات أو الاعتقال أو الاختطاف لمجرد أنهم كانوا يؤديون عملهم المتمثل في توفير الأنباء وإعلام الجمهور، وفقاً لما ذكرته اليونسكو على موقعها. ويذهب غي بيرجيه، مدير قسم حرية التعبير وتطوير الإعلام في اليونسكو، إلى أن "هذا الدليل إنما يشكل مجموعة مهمة من المعارف والتجارب التي اكتسبها خلال سنوات عديدة الصحفيون ووكالات الأنباء، فضلاً عن الجماعات التي تدير حملات من أجل حرية التعبير".

يحوي "دليل سلامة الصحفيين" مجموعة واسعة النطاق من المعلومات الأساسية لتعزيز سلامة الصحفيين. كما أنه يشدد على أهمية عمليات التخطيط المعدة إعداداً جيداً، وذلك قبل القيام بمهام صحفية تتسم بالخطورة، ويوفر أدوات أساسية للصحفيين. ويمكن أن ينتفع بهذا الدليل من يعملون في مجال الأنباء والمعلومات ويؤديون عملهم الصحفي في بيئات عدائية، مثل مناطق النزاع والتظاهرات العنيفة وأعمال الشغب والهجمات الإرهابية.

صدرت الطبعة الأولى من "دليل سلامة الصحفيين" في عام 1992. ومنذ ذلك الحين، تم تحديث هذا الدليل وترجمته إلى عدة لغات وتوزيعه على نطاق واسع. أما الطبعة الجديدة فهي متاحة باللغات العربية والإنجليزية والفرنسية والإسبانية، وتتناول ما استجد من تهديدات وتحديات

تعرض لها بشكل متزايد هذه المهنة المحفوفة بالمخاطر. كما أن الفصول الجديدة التي أضيفت إلى هذه الطبعة تسلط الضوء على مسألة السلامة الرقمية، مصدر مزيد من القلق للصحفيين، وتوفر احتياطات السلامة للصحفيين الذين يغطون الكوارث الطبيعية أو الأوبئة. كما تتناول هذه الفصول مشكلة العنف الجنسي الذي يستهدف الصحفيات بشكل خاص.

إن الصحفيين ووكالات الأنباء يعدون أطرافاً أساسية في ما يخص ممارسة حرية التعبير، مما يجعل منهم أهدافاً لمن يرغبون في فرض رقابة مُحكمة على الحوار العام وحقوق المواطنين في الحصول على المعلومات. ومن خلال صدور الطبعة الجديدة من "دليل سلامة الصحفيين"، تواصل منظمة "مراسلون بلا حدود" واليونسكو عملهما في إطار خطة عمل للأمم المتحدة بشأن سلامة الصحفيين ومسألة الإفلات من العقاب التي أُعتمدت في أبريل 2012 وأكدت الجمعية العامة للأمم المتحدة في نوفمبر 2013.

يمكن الاطلاع على "دليل السلامة للصحفيين: كتيب للمراسلين" عن طريق الإنترنت باللغات العربية والإنجليزية والفرنسية والإسبانية. جدير بالذكر أن السويد وفرت دعماً لإصدار النسخة الجديدة من "دليل سلامة الصحفيين".



09-02-2016

إيران | الشبكة العربية تطالب بالإفراج عن الصحفي بهمن داروشافعي

أعربت الشبكة العربية لمعلومات حقوق الإنسان اليوم عن إدانتها قيام السلطات الإيرانية باعتقال الصحفي البريطاني من أصل إيراني بهمن داروشافعي، من منزله في طهران يوم 3 فبراير 2016، دون توجيه أي إتهام.

وكان ستة من رجال الشرطة الإيرانية السريين قد داهموا منزل الصحفي بهمن داروشافعي، وقاموا باعتقاله ومصادرة جهاز الكمبيوتر الخاص به ومحرقات الأقراص الصلبة وجهاز المحمول؛ وقالت أسرته في تصريحات صحفية انه تم إبلاغهم يوم السبت 6 فبراير 2016، بإعتقال بهمن داروشافعي، ولكن لم يتم إبلاغهم بالتهمة الموجهة ضده، كما أكدوا إنهم استطاعوا التحدث مع شخص على التليفون قال إنه بهمن في سجن إيفين بطهران، بينما قال وزير الخارجية الإيراني محمد جواد ظريف في 4 فبراير 2016، أمام البرلمان البريطاني إنه لا يعرف شيئاً عن هذه القضية.

يشار الى أن بهمن داروشافعي الذي يبلغ من العمر 34 عاماً، ويعمل صحفي ومترجم ومراسل

سابق في خدمة بي.بي.سي باللغة الفارسية؛ وقد عاش في لندن عدة سنوات ثم عاد إلى إيران في 2014، ليكون قريباً من أسرته.

وجدير بالذكر أن عدداً من مزدوجي الجنسية في إيران قد واجهوا اتهامات بالتجسس في السنوات الأخيرة، وقد أطلقت السلطات الإيرانية في 16 يناير 2016، سراح خمسة أمريكيين من بينهم أربعة من حملة الجنسية الإيرانية الأمريكية المزدوجة بموجب اتفاق تبادل سجناء مع واشنطن تزامناً مع رفع العقوبات الاقتصادية المفروضة عليها وبدء تطبيق اتفاق يقضي بتقليص برنامجها النووي.

وقالت الشبكة العربية لمعلومات حقوق الإنسان "إن اعتقال الصحفي البريطاني الإيراني بهمن داروشافعي، في طهران يأتي في سياق محاولة السلطات الإيرانية للتعقيم الإعلامي وقمع المعارضة، فقد استخدمت تلك السلطات اتهام مزدوجي الجنسية وخاصة الصحفيين والمراسلين منهم بالتجسس كوسيلة لإرهابهم للحد من نقل أخبار الانتهاكات التي ترتكبها بحق الناشطين والمعارضين الإصلاحيين إلى العالم".

وأضافت الشبكة "إن اتهام الصحفيين والنشطاء الحقوقيين والإصلاحيين بالعمالة والخيانة تهمة شهيرة استهلكتها الكثير من الدول المتخلفة وخاصة في المنطقة العربية للوقوف أمام الدعوات الإصلاحية ولذلك فقدت تلك الاتهامات التأثير المرجو منها".

وطالبت الشبكة العربية لمعلومات حقوق الإنسان بالإفراج الفوري عن الصحفي بهمن داروشافعي، وكف السلطات الإيرانية عن ملاحقة وسائل الإعلام والإعلاميين باتهامات باطلة لا طائل من ورائها.

مباركة البراهمي تفتح ملف إنتهاكات حقوق الإنسان في المعتقلات الليبية و تدعو إلى تشكيل لجنة للدفاع عن الليبيين

قالت اليوم الخميس 11 فيفري 2016 , مباركة البراهمي رئيس مركز البراهمي للسلام و التضامن خلال ندوة صحفية بالعاصمة أن ملف إنتهاكات حقوق الإنسان داخل المعتقلات الليبية منسيّة و معيّبة في أطروحات الدول التي تسعى للتدخل العسكري لضرب داعش خلال الأيام القليلة القادمة مشيرة إلى انه أن الأوان لكشف عن الجرائم التي إرتكبت في حق المواطنين . الأبرياء في ليبيا من مختلف الجنسيات

النشأة
الرقمية

11-02-2016

وأوضحت مباركة البراهمي بأنّ العديد من كتائب الفذافي سقطوا في أيادي الميليشيات التكفيرية الإرهابية التي تمّولها القوى الإستعمارية , عذبوا بطرق غريبة و منافية للإنسانية على غرار حرقهم بالأسيد و طبخهم في قدور كبيرة أحياء و قطع أظافرهم و كيّهم بالنار و إغتصابهم في عدد من المعتقلات المعروفة في ليبيا من بينها معتقل الروبيي بطرابلس حيث يقوم عدد من الميليشيات حاملين لفيروس السيدا بالإعتداء جنسيا على نزيلات بالسجون و معتقلات الهضبة معيقة و مصراطة

و دعت مباركة البراهمي إلى تشكيل لجنة للدفاع عن حقوق الإنسان المنتهكة في ليبيا تكون نواتها الأولى من حقوقيين و مجتمع مدني

و أكدت عضو التجمع العمالي من أجل ليبيا موحدة فاطمة أبو النيران أن الالاف من الليبيين, من بينهم الالف النساء, يوجدون داخل المعتقلات السريّة التي تسيطر عليها الميليشيات الإجرامية الخارجة عن القانون

و أشارت فاطمة أبو النيران, إلى أن الليبيين المعتقلين يموتون تحت التعذيب و تطبخ أجسادهم في أقدار على النار, كما تشوى أجساد النساء و الأطفال و الشيوخ, و يحقنون بالأمراض و الفيروسات الخطيرة, إضافة إلى جرائم ضد الإنسانية أخرى ترتكب في حقهم على غرار الصعق بالكهرباء و قلع الأظافر و انتزاع الأعضاء

و حملت زوجة الشهيد البراهمي الدولة التونسية مسؤوليتها الكاملة حيال ملف الصحفيين نذير القطاري و سفيان الشورابي لأنها لم تسع لكشف حقيقة إختفائها في الأراضي الليبية و تهاونت . في هذا الملف بحد تعبيرها

و في نفس السياق أفاد لطفي عزوز مدير فرع تونس بمنظمة العفو الدولية أنّه بحسب التقارير الواردة لدى المنظمة فإنّه قرابة 6200 معتقل في ليبيا من جنسيات مختلفة مضيّفا كما ان هناك ... ميليشيات مسلحة تقوم بعمليات إعدام خارج إطار القضاء

و للإشارة فقد حضر الندوة عدد من قيادات التيار الشعبي على غرار الأمين العام زهير حمدي و مية الجريبي عن التيار الجمهوري بالإضافة إلى عدد من القضاة على رأسهم مرشحة الرئاسة كلثوم كنو و محامين

Téles et réseaux sociaux

Sources

Infos



12-02-2016

نحو 100 ألف لاجئ سوري في مخيمات قرب الحدود التركية

أعلنت تركيا الجمعة، أن حوالي 100 ألف لاجئ سوري موجودون الآن في 9 مخيمات أقيمت على الأراضي السورية القريبة من الحدود التركية.

موجودون **ألف مدني 100** قال نائب رئيس الوزراء التركي يالتشين أكدوغان الجمعة، إن حوالي **الحدود التركية**، بمن فيهم 35 ألفا فروا من حاليا في المخيمات التي أقيمت في سوريا قرب المعارك الدائرة في محيط مدينة حلب.

وقال أكدوغان في تصريح صحفي أمام معبر أونجو بينار التركي على الحدود مع سوريا "ثمة الآن تسعة مخيمات في الجانب الآخر من الحدود، تؤوي 100 ألف شخص"، مشيرا إلى أنه يجري الإعداد لإقامة مخيم عاشر على مسافة ثلاثة كلم من تركيا.

وأشار أكدوغان إلى تباطؤ حركة تدفق اللاجئين إلى الحدود منذ بضعة أيام قائلا "في هذه اللحظة الراهنة، ليس هناك تجمعات على الحدود ولا حشود غفيرة من الأشخاص الذين يحاولون عبور الحدود".

ألف نازح منذ الهجوم على حلب 51

وأعلنت الأمم المتحدة الخميس أن أكثر من 51 ألف مدني نزحوا منذ بدء الهجوم الذي أطلقه النظام السوري في الأول من شباط/فبراير بدعم من الطيران الروسي على فصائل المعارضة في محافظة حلب.

وتوجه حوالي 35 ألفا منهم معظمهم من الأطفال والنساء نحو الشمال، على أمل الدخول إلى تركيا عبر مركز أونجو بينار الحدودي. وكان حوالي 70 ألف نازح آخر مقيمين في منطقة شمال حلب.

ورفضت السلطات التركية التي تستضيف أساسا 2,7 مليون سوري على أراضيها، السماح لهم بالدخول ونظمت بدعم من منظمات تركية ودولية غير حكومية إقامتهم في الجانب السوري.

BBC

عربي

10-02-2016

ثمان نساء في أكبر تعديل وزاري في تاريخ الإمارات

أعلن حاكم دبي ورئيس وزراء الإمارات الشيخ محمد بن راشد عن أكبر تغيير وزاري في تاريخ البلاد

وقالت وكالة أنباء الإمارات إنه تم تعيين 8 وزراء جدد في الحكومة، خمسة منهم من النساء، وإن متوسط أعمار الوزراء الجدد 38 عاما

ويأتي إجمالي الوزراء في الحكومة الجديدة 29، منهم ثمانية من النساء

وتضمنت المناصب الجديدة وزراء للتسامح والمستقبل والشباب والسعادة والتغير المناخي وتعزيز قطاع التعليم بوزيرين جدد بالإضافة للوزير الحالي وتشكيل مجلس أعلى للتعليم لمتابعتها بالإضافة لتشكيل مجلس للشباب ومجلس لعلماء الإمارات

وعينت عهد الرومي بمنصب وزيرة الدولة للسعادة. وكلفت عهد أيضا بإدارة مكتب رئاسة مجلس الوزراء. ووفقا لبن راشد، فإن وزير الدولة للسعادة "مهمته الأساسية موازنة كافة خطط الدولة وبرامجها وسياساتها لتحقيق سعادة المجتمع

وجاء ضمن التعيينات النسائية الجديدة شمة المرزوعي، التي تبلغ من العمر 22 عاما وتعتبر أصغر الوزراء سنا، لتشغل منصب جديد وهو وزيرة الدولة لشؤون الشباب. وشمة حاصلة على شهادة الماجستير من جامعة أكسفورد البريطانية، إذ كانت أول طالبة من دولة الإمارات تفوز بمنحة رودز الدراسية التي "تعطي فرصة للطلاب المتميزين الأجانب الدراسة في جامعة أكسفورد البريطانية

وتولت نورة الكعبي وزيرة الدولة لشؤون المجلس الوطني الاتحادي، ووزيرة الدولة لشؤون التعليم العام جميلة المهيري، بالإضافة إلى وزيرة تنمية المجتمع نجلاء العور

وكانت أيضا من المناصب المستحدثة التي لفتت الأنظار هو منصب وزير الدولة للتسامح، الذي

"كلفه بن راشد بمهمة "ترسيخ التسامح كقيمة أساسية في مجتمع الإمارات

"

Radio

Sources

Infos



09-02-2016

Violées par Daesh, elle prennent les armes et forment le bataillon «femmes du soleil»

Des centaines d'anciennes esclaves sexuelles de Daesh, des femmes Yazidi, ont formé un bataillon entièrement féminin pour se battre contre leurs agresseurs en Irak, prendre leur revanche et sauver leur peuple.

La «force des femmes du soleil», telle qu'elles se sont appelées, rassemble près de 2 000 anciennes prisonnières qui se sont échappées des mains des djihadistes après avoir été torturées, violées et que des milliers de leurs compagnons se soient fait massacrer après une offensive contre leurs villages à l'été 2014.

Ces femmes se préparent à une offensive contre la ville de Mossoul, où beaucoup ont été échangées contre des combattants pour servir d'esclaves sexuelles. «Quels que soient les traitements de guerre, nos femmes ont fini d'être des victimes. Maintenant nous nous défendons contre le mal. Nous défendons toutes les minorités dans la région», a déclaré le capitaine Khatoon Khider. Elle fait partie des 100 femmes Yazidis qui ont été entraînées par les combattants Peshmergas kurdes qui préparent l'attaque de Mossoul. Près de 500 autres sont prêtes à arriver en renfort.

Environ 5 000 hommes et femmes Yazidis ont été capturés par les combattants de l'Etat islamique mais seulement 2 000 ont réussi à s'échapper. Selon les Nations unies, près de 3 500 personnes seraient toujours captives de l'Etat islamique en Irak et en Syrie. Les combattants de Daesh considèrent les Yazidis comme des adorateurs du diable. L'ancienne foi Yazidi mélange des éléments chrétiens, du zoroastrisme et de l'islam. La plupart de la population Yazidi, de près de 500 000 personnes, a été déplacée dans des camps au Kurdistan irakien.



11-02-2016

L'Invité de la Rédaction: Les infractions relatives aux stupéfiants peines encourues et références légales

fin décembre 2015, 7451 personnes étaient emprisonnées en Tunisie au titre de la « loi 52 » dont 70% pour consommation, Soit à peu près 5.200 détenus pour consommation de drogue sur 26.000 personnes arrêtées par an. Un projet d'amendement a par ailleurs été transmis fin décembre au Parlement sans qu'il soit encore débattu.

Les infractions relatives aux stupéfiants peines encourues et références légales selon le nouveau projet de la loi 52. ..

Pour Yvoir plus clair Samia Sellimi a invité aujourd'hui . Héla Ben Salem Juriste chargée de programme réforme de la justice Avocats sans frontières.



10-02-2016

Le président du parlement européen exhorte la Tunisie à lutter contre la corruption

Le président du parlement européen Martin Schulz a insisté ce mercredi sur l'importance de lutter contre la corruption pour gagner la confiance des investisseurs étrangers.

Dans une conférence de presse tenue aujourd'hui à l'aéroport de Tunis Carthage pour clôturer sa visite de trois jours en Tunisie, Schulz a déclaré que le développement économique de la Tunisie ne peut dépendre uniquement des investissements de l'Union Européenne (fonds publics) puisque le pays a aussi besoin de capitaux extérieurs (privés) qui investissent Le responsable européen a réaffirmé l'intention de l'Union Européenne (UE) de soutenir l'économie tunisienne dans le cadre d'un accord de libre échange actuellement en cours de négociation, signalant au passage la décision de l'UE d'augmenter le volume d'exportation en huile d'olive évalué à 25 mille tonnes.

Concernant le plan "Marshall" proposé par Mohamed Ennaceur le président du parlement tunisien pour sauver l'économie tunisienne, Schulz a insisté sur l'importance de créer des emplois pour les diplômés chômeurs affirmant "plaider pour l'insertion des jeunes dans les projets européens".

Communiqués

Sources

Communiqués

علان منظمات المجتمع المدني

بمناسبة تصويت البرلمان الأوروبي لافتتاح المفاوضات حول اتفاقية التبادل الحر بين تونس والاتحاد الأوروبي في 15 فيفري 2016

تونس – باريس في 12 فيفري 2016

بالبرلمان الأوروبي لبدأ المفاوضات حول INTA بمناسبة تصويت اللجنة البرلمانية للتجارة الدولية بين تونس والاتحاد الأوروبي المتوقع يوم 15 فيفري ALECA اتفاقية التبادل الحر الشامل والمعمق: 2016، إن منظمات المجتمع المدني الأوروبية والتونسية والفرنسية الموقعة أدناه

تستنكر غياب رؤية للتنمية الاجتماعية في الاتفاقية وعدم الأخذ بعين الاعتبار خصوصية البلاد. • ورغم تنالي اعلانات الاعانة والدعم من طرف الاتحاد الأوروبي لـ «شريكة المفضل» بعد نجاحه في الانتقال الديمقراطي فإن هذه الاتفاقية التي في طور التفاوض لم تتضمن تغييرا في الاستراتيجية بشكل يسمح لتونس بمواجهة تحديات التنمية ومطالب التشغيل والعدالة الاجتماعية، وهي المطالب الأساسية للشعب خلال ثورة 2010 – 2011 بل اكتفت بتحويل المعايير الأوروبية نحو تونس تحذر من التباين بين المصالح التي ستنتفع بها تونس من جهة ودول الاتحاد الأوروبي من جهة أخرى بعد تطبيق الاتفاقية. فالمنافسة بين الشركات التونسية والأوروبية غير كفؤة حيث ستنتفع هذه الأخيرة من منح في المجال الفلاحي على سبيل المثال. ان الخطر المحدق بالمجتمع التونسي ليس متأتيا من فتح الأسواق التونسية للاستثمارات الخارجية بل متأتيا من أن هؤلاء المستثمرين غير مجبورين على انتداب عمال محليين أو دعم الصناعات الوطنية أو تحويل التكنولوجيا. كل هذا من شأنه أن يخلق نتائج كارثية على مستوى التشغيل والتنمية. كذلك فان هذه الاتفاقية التي من شأنها تسهيل التبادل التجاري بين الطرفين لا تشمل الأشخاص حيث سيتمكن الاوروبيون من الدخول بحرية الى تونس في حين يشترط دخول التونسيين الى أوروبا بحصولهم على تأشيرة ترفض كل من البلدان الـ 28 للاتحاد الاوروبي منحها إلا بصعوبة فقط "للنخبة" الاقتصادية، العلمية أو الثقافية وهذا سيحد من امكانية التصدير التونسي نحو أوروبا ويحبط مبادرات المستثمرين -وخاصة الشباب منهم- نحو الأسواق الأوروبية. في حين ان العكس ليس صحيحا

• تحذر من تقليص المفاوضات لحرية الدولة التونسية في التصرف في القطاعات الحساسة والتي يركز عليها اقتصاد البلاد خصوصا الفلاحة والطاقة والنقل والصحة والتي ستحد من قدرة الدولة



15-02-2016

التعديلية على حساب ما يسمى بالمنافسة الحرة

ان المنظمات الموقعة تشدد على

- ضرورة تقييم معمق ومستقل لنتائج شراكة تونس والاتحاد الأوروبي على مدى أربعين سنة والتي حررت تدريجيا التبادل بين الطرفين، على أن يشمل التقييم النتائج التي ستمس الحقوق الاقتصادية والاجتماعية وتذكر أن عديد الأصوات أجمعت بأن اتفاقية 1995 التي حدثت من المراقبة الديوانية على البضائع المصنعة أضرت بالاقتصاد التونسي حيث سببت الارتفاع في نسب البطالة كما عمقت التفاوت بين الجهات وغيببت العدالة الاجتماعية. من جهة أخرى تؤكد المنظمات الموقعة على ضرورة التعجيل بالدراسات المستقلة والمحينة لنتائج هذه الاتفاقية على جميع المستويات واعادة النظر في النتائج التي تمس المستويين الاقتصادي والاجتماعي (هشاشة التشغيل والمناولة والبطالة وضعف ...) التغطية الاجتماعية

- إن اتفاقية تجارية بين تونس والاتحاد الاوروبي يجب أن تدرج في إطار تعاون متساو وعادل يأخذ بعين الاعتبار المنافسة الغير متساوية بين اقتصاد البلدين والاعانات التي تسنها أوروبا للقطاعات الاستراتيجية في اقتصادها

- إعادة تحديد مرجعيات الشراكة مع تونس بشكل يضمن الاستجابة لمطالب العدالة الاجتماعية

والكرامة والتشغيل المرفوعة خلال ثورة 17 ديسمبر - 14 جانفي 2011

- ضمان حق المجتمع المدني في الوصول الى المعلومات فيما يخص هذه الاتفاقية لشفافية المفاوضات ولتفعيل دور المجتمع المدني في كل مراحل المفاوضات (امكانية تحصل المجتمع المدني على كل وثائق المفاوضات والتي يجب أن تتوفر أيضا باللغة العربية) ووضع إطار مؤسساتي يمكّن مشاركة حقيقية للمجتمع المدني في الضفتين في مختلف مراحل المفاوضات

- ضرورة ضمان حق حرية تنقل الأشخاص وليس فقط البضائع والمبادلات التجارية

المنظمات الموقعة

تونس •

الاتحاد العام التونسي للشغل -

المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية -

الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الانسان -

جمعية النساء التونسيات للبحث والتنمية -

جمعية اقتصاد اجتماعي وتضامني -

مركز تونس للهجرة واللجوء -

نوماد08 -

الجمعية العلمية للدراسات السكانية والهجرة والصحة -

الجمعية التونسية للدفاع عن الحقوق الصحية -

جمعية يوتوبيا تونس -

جمعية نظرة حرة -

المنظمة التونسية للعدالة الاجتماعية والتضامن -

جمعية الفنانين الشباب -

جمعية الناخبات التونسيات -

جمعية تالة للتضامن -

جمعية أمل الحوض المنجمي للبيئة -

جمعية تيقار بالقصرين -

الاتحاد الوطني للمرأة التونسية -

منظمة حرة -

جمعية يقظة -

•فرنسا:

- AITEC

- ATTAC

فيدرالية حرفيي العالم -

فيدرالية التونسيين للمواطنة بين الضفتين -

أصدقاء الأرض -

اللجنة من اجل احترام الحريات وحقوق الانسان في تونس -

يوتوبيا فرنسا -

•أورومتوسطيا:

الشبكة الأورومتوسطية لحقوق الانسان -